

L'INSTANCE ORGANISERA UNE CONFÉRENCE NATIONALE

Le Cnes réhabilité ?

En associant le Conseil national économique et social (Cnes) à la maturation d'une stratégie de sortie de crise, l'exécutif entend-il permettre à cette instance consultative de renouer avec sa vocation initiale de pôle de réflexion critique ?

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Une rencontre nationale sur la situation économique est prévue le 15 septembre prochain. C'est ce que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a annoncé samedi dernier lors de la réunion gouvernement-walis.

Une rencontre à laquelle participeront des académiciens et des universitaires et qui sera organisée par le Conseil national économique et social (Cnes), indiquait le premier ministre. Une conférence qui reflètera, assurait M. Sellal, «la politique de transparence adoptée par le gouvernement dans le traitement de la situation économique du pays».

Ainsi, le Cnes aura à associer l'expertise académique et universitaire au débat sur la situation économique et sociale du pays, la réflexion et éventuellement l'élaboration de recommandations. Pourrait-on assister lors de cette conférence à l'élaboration de rapports objectifs sur la conjoncture économique et sociale, la maturation d'une stratégie de sortie de crise ? Or, l'élaboration et la publication de tels rapports, basés sur l'évaluation des politiques publiques et autres problématiques, reflets du débat social et

voulus objectifs, de bonne facture et souvent comme des références, a longtemps constitué la marque du Cnes, cette instance consultative qui a été créée en 1968 et qui a fonctionné jusqu'en 1977 avant d'être recréée en 1993 et réactivée dès 1994.

Une instance dont la vocation, les vingt-sept sessions plénières organisées depuis et jusqu'à la mi-2005 y ayant fortement contribué, a été celle d'un espace, d'un pôle autonome d'analyse, d'observation et de réflexion, posant un regard critique, mais serein sur les grandes questions économiques et sociales du pays», assurait son ancien président, le défunt Mohamed-Salah Mentouri.

Ayant dirigé cette instance entre 1996 et 2005, M. Mentouri considérait que le Cnes, «une institution respectée, créditée de rigueur et d'objectivité et sa liberté de ton, rejetant le triomphalisme et le discours désincarné», a exercé son rôle en tant que «parlement du dialogue social, la chambre du premier mot, le dernier revenant au pouvoir législatif». Ainsi, le Conseil «ne s'est pas contenté d'être cette voix discordante, dérangeante. Il s'est efforcé d'abord, de devenir un espace de dialogue entre des



Mohamed-Seghir Babès.

forces économiques et sociales d'origines différentes et d'intérêts n'ayant pas a priori de fortes convergences», assurait-il sur nos colonnes. Cela même si ce Conseil n'a pu assurer un rôle de veille stratégique, «ce qui lui a été refusé, certainement de crainte de voir son influence s'élargir», observait l'ancien président du Cnes qui observera par ailleurs que «l'exercice d'émancipation s'est heurté aux pesanteurs du monolithisme, au poids de l'hégémonie et au primat de la pensée unique».

Ce faisant, une mission de vigie, de représentation organisée des forces sociales que le Cnes n'a pas réellement assumée depuis 2005. Certes, l'instance consultative dont la présidence a été dévolue par la

suite à Mohamed-Seghir Babès, a poursuivi d'acter en tant qu'institution qui met «l'accent sur l'élaboration d'un véritable tableau de bord relatif aux politiques publiques, avec, à terme, la relance d'une dynamique d'aide à la décision stratégique», observait celui-ci. Soit une institution qui «regarde les choses tranquillement, met en place des cellules de veille et adresse des rapports au gouvernement», considérait l'actuel président du Cnes.

Toutefois, l'instance consultative a mis fin à la présentation de rapports de conjoncture semestrielle et qu'elle soumettait au débat public lors des sessions plénières.

Certes, quelques rapports ou notes de conjoncture à périodicité

diverse ont été présentés mais le Cnes a davantage activé durant les dernières années sur la base de la saisine et de l'autosaisine sur certains dossiers.

En fait, l'instance a privilégié l'organisation de symposiums ou séminaires en partenariat avec des institutions internationales (Banque mondiale, Programme des Nations Unies pour le développement...) ou la tenue d'assises nationales dédiées à la promotion de la société civile ou le développement local.

Ce faisant, des activités sans impact concret et tendues davantage par une logique de «jouer un rôle clé dans le large cercle de la concertation inclusive institutionnelle aussi bien que péri/para institutionnelle, initiée par le gouvernement», expliquera M. Babès, soucieux par ailleurs d'alerter les pouvoirs publics «sans faire de spectacle». Cela même si la latitude d'action du Cnes a dû pâtir d'une certaine velléité des pouvoirs publics à la neutraliser, l'instrumentaliser.

En associant donc le Cnes à la maturation d'une stratégie de sortie de crise, et au-delà de la problématique de la constitutionnalisation ou pas de ce conseil, l'occasion sera-t-elle ainsi offerte à cette instance de renouer avec sa vocation de pôle de réflexion critique ? De lui permettre d'exercer une vocation d'espace d'expression et de conseil autonome ?

C. B.

RENTÉE SCOLAIRE

Benghebrit met en place les dernières retouches avec les directeurs de l'éducation

Nouria Benghebrit a réuni hier les différents directeurs de l'éducation des wilayas. La ministre de l'Education nationale a revu les dernières retouches avant la rentrée scolaire du 6 septembre prochain. Son instruction : garantir de meilleures conditions d'enseignement pour les élèves.

Salima Akkouch - Alger (Le Soir) - Plus de 8 millions d'élèves rejoindront, à partir de dimanche prochain, les bancs de l'école. A quelques jours du jour J, la ministre de l'Education nationale qui s'est réunie la semaine dernière avec les différents syndicats du secteur et les associations des parents d'élèves, a rencontré hier les différents directeurs des wilayas pour mettre en place les dernières retouches.

Ainsi, pour améliorer le rendement scolaire, Benghebrit a exigé que le volume horaire scolaire passe à un minimum de 32 semaines d'activités effectives à partir de la prochaine rentrée. Elle a également instruit sur l'élargissement de l'enseignement du préscolaire jusqu'à sa généralisation d'ici 2017, la promotion des filières mathématiques et techniques et des langues étrangères et l'encouragement de la création d'associations de parents d'élèves au niveau de tous les établissements scolaires.

La ministre a aussi rappelé que l'enseignement de tamazight sera élargi à 20 wilayas contre 11 auparavant.

Benghebrit, qui a souligné que son ministère œuvrera à la consécration de l'équité et de l'égalité des chances pour tous les élèves, et du principe de citoyenneté et de qualité

dans l'enseignement, a retenu comme thème inaugural de la rentrée «la solidarité dans toutes ses dimensions». D'ailleurs, dit-elle, son département se focalisera particulièrement cette année sur l'enseignement primaire, étape essentielle dans l'enseignement de l'enfant.

Pour garantir une meilleure qualité d'enseignement, le ministère, rappelle-t-elle, a mis en place tout un programme de formation continue.

Par ailleurs, selon les chiffres du ministère de l'Education nationale, 8 112 475 élèves, tous cycles confondus, dont 4 109 964 au cycle primaire, 2 666 227 au cycle moyen et 1 336 884 au secondaire rejoindront les établissements le 6 septembre prochain. Le secteur compte 25 946 établissements scolaires

dont 18 350 pour le primaire, 5 346 pour le moyen et 2 250 de lycées. Il existe également 14 160 cantines scolaires et 1 322 unités de santé scolaire. 3 millions d'élèves vont bénéficier d'une prime de 3 000 dinars pour une enveloppe de 9 milliards de dinars. 4 298 895 élèves bénéficient du manuel scolaire gratuitement soit 50% du nombre global, plus de 1,3 million d'élèves bénéficient du tablier scolaire et 55 500 000 livres scolaires, de la classe préscolaire à la terminale, comprenant 167 titres qui sont mis à la disposition des élèves.

Le ministère de l'Education nationale souligne que l'opération de la distribution des livres scolaires a été entamée depuis le mois de juin dernier. «Une première depuis l'application de la réforme de l'école», indique-t-on.

S. A.



Benghebrit œuvre pour l'amélioration du rendement scolaire.

Photo : NewPress

La rentrée scolaire en chiffres

Plus de 8 112 000 élèves, tous cycles confondus, rejoindront dimanche prochain (6 septembre) les bancs de l'école à l'échelle nationale au titre de l'année scolaire 2015-2016, selon les chiffres obtenus dimanche par l'APS, lors de la conférence nationale des directeurs de l'éducation.

Nombre total des élèves tous cycles confondus : 8 112 475

Cycle primaire : 4 109 964

Cycle moyen : 2 666 227

Cycle secondaire : 1 336 884

Groupes pédagogiques :

Cycle primaire : 141 479

Cycle moyen : 82 249

Cycle secondaire : 47 144

Infrastructures : 25 946 établissements scolaires :

Nombre d'écoles primaires : 18 350

Nombre de CEM : 5 346

Nombre de Lycées : 2 250

Structures d'appui :

Cantines scolaires : 14 160

Internat : 1 008 structures réparées comme suit :

Primaire : 44

Moyen : 369

Secondaire : 595

3 132 élèves bénéficient du régime de demi-pension :

Moyen : 2 058

Secondaire : 1 074

Appui à la scolarité :

Santé scolaire : 1 322 unités de santé scolaire.

Prime de scolarité (3 000 DA) : affectations : 9 milliards de DA,

3 millions d'élèves bénéficiaires.

4 298 895 élèves bénéficient du manuel scolaire gratuitement (soit 50% du nombre global).

Plus de 1,3 million d'élèves bénéficient du tablier scolaire.

Transport scolaire : prise en charge de tous les élèves nécessitant le transport scolaire, assurée en collaboration avec les ministères concernés.

Livres scolaires : 55 500 000 livres, de la classe préscolaire à la terminale, comprenant 167 titres.

APS